Article écrit par un militant de Bordeaux et paru dans le Combat Syndicaliste n°232 – Mars/Avril 2011.

On peut voir en ce moment à la télévision un spot publicitaire pour le PTZ+, à savoir le Prêt à Taux Zéro, qui se conclue par la phrase « L'État vous soutient ». Ah ouais ?…

Sur une musique joyeuse, on voit une famille [[Famille racialement mixte, comme on dit, pour répondre au point « politiquement correct » du cahier des charges. De là à mettre une famille entièrement africaine ou asiatique, faut pas déconner non plus…]] construire ce qui va devenir sa propriété. Parce que grâce à l'État qui est très gentil, nous explique une dame tout aussi gentille à la voix douce et rassurante, n'importe qui peut aujourd'hui devenir propriétaire, même les pauvres, parce que figurez-vous que l'obtention de ce prêt est sans conditions de ressources !
Oui ! Toi aussi, le misérable trimard, tu vas pouvoir avoir TA maison [[Attention ! Le PTZ+ ça ne marche pas pour l'achat de yourtes, de caravanes, de camions ou de cabanes, LOPPSI2 oblige…]]. Et grâce à qui ? À l'État qui, je le répète, est vraiment très très gentil. Mais tout ce bonheur, toute cette joie, toute cette gentillesse, c'est louche. Et derrière cette façade doit sûrement se cacher un truc pas net…
Ce qui n'est pas dit là-dedans, c'est que contracter un prêt, c'est aussi et surtout s'engager à rembourser pendant des années. Une page internet permet de faire une simulation que je me suis empressé de faire. En partant sur un achat de 150000 € pour un couple vivant sur un SMIC et n'ayant aucun apport personnel, le montant du prêt accordé s'élève à 26000 €. Soit 28 ans à devoir rembourser. De petites mensualités, certes, mais n'oublions pas qu'il reste après le PTZ 124000 € à trouver, et donc à rembourser ; et là, le taux ne sera sûrement pas à 0%.

Si la propriété c'est le vol, c'est aussi la prison. Notre pauvre smicard passera sa vie à bosser comme un forçat avec un salaire de misère pour pouvoir rembourser, éviter la faillite personnelle, les huissiers, la rue.
Enchaîné à son petit pavillon, il n'aura plus qu'une idée en tête : trouver le fric pour les remboursements. Plus le temps de gamberger, de se poser d'autres questions, sur son boulot et sur sa condition d'exploité, plus le temps de penser aux autres. Et il fera là où on lui dira de faire, en bon petit mouton, parce que ça lui fera déjà un problème de moins à gérer, parmi tous ceux qui le tortureront chaque soir en attendant en vain le sommeil.

L'État est sympa, mais surtout, l'État est malin. Et malgré ce qu'il essaie de nous

faire croire, il n’est pas gentil. Quel intérêt aurait-il à proposer ces prêts qui ne lui rapporteront rien ? N’y aurait-il pas anguille sous roche ? Si, et même un bon paquet… Tout d’abord, même si certains en doutent encore, l’État est capitaliste, son souci premier est de faire des bénéfices. Et ce PTZ+ [[Va savoir ce qui se cache derrière ce « + ». Toujours + de fric dans leurs poches ou « on vous la met toujours + profond » ? Peut-être bien les deux…]] n’est rien d’autre qu’un appât pour amener les bénéficiaires à contracter d’autres prêts, à des taux beaucoup plus avantageux pour les banques, en cheville avec les gouvernants qui vont bien sûr, eux aussi, profiter de ce fric. Ensuite, l’État est autoritaire, il ne veut pas entendre la moindre contradiction quant à ses agissements. Rendre quelqu’un dépendant d’un prêt à rembourser, c’est lui prendre un peu plus de sa liberté [[Déjà bien entamée par le travail salarié, par les hausses des prix des énergies, des loyers et de l’alimentation ; sans parler de la baisse – quand ce n’est pas la suppression pure et simple – des aides sociales.]]. C’est lui créer des soucis qui lui occuperont l’esprit. C’est le mettre dans une situation de survie, démarche systématique du gouvernement ces derniers temps pour plonger son peuple dans la précarité généralisée et, de fait, ne plus laisser aucune place pour la liberté de penser. Et donc, aucune place pour une quelconque révolte.

Ne nous laissons pas berner. Ne rajoutons pas de nous-mêmes un barreau à notre prison.

Paul-Théodule Zatapathique